



Contribution citoyenne au débat national

LA PAROLE DES PERSONNES ACCUEILLIES

Contribution citoyenne au débat « Comment rendre notre société plus solidaire ? »

- Région : Ile-de-France
- Ville : Paris
- Nombre de participants : 400 personnes
- Association organisant le débat : **EMMAUS Solidarité** qui a organisé dans la semaine du 25/02/19 des débats dans certaines de ses structures ainsi que pour l'ensemble d'entre elles une **vaste concertation qui s'est tenue le 28 février** sous la forme de 3 groupes de réflexion réunis de 10h à 12h30 puis de 14h à 16h.
- Profil du/des répondant.e.s: Personnes accompagnées par l'association (maraudes, accueils de jour, centres d'hébergement, dispositifs de logements accompagnés)

1 - 8,8 millions de personnes vivent en France en dessous du seuil de pauvreté. Selon vous, quelles sont les mesures prioritaires à prendre rapidement pour réduire efficacement la pauvreté ?

VERBATIM « *Le contraire de la richesse, c'est le partage* »

CONSTATS

- Préliminaire : il faut comparer ce chiffre avec la progression de la richesse en France qui peut être redistribuée
- Pourquoi avoir supprimé l'ISF ?
- Parmi les plus pauvres, des différences : certains n'ont rien du tout, certains ont peu
- On demande des participations financières dans les centres alors que les conditions matérielles sont moins correctes
- Même avec des papiers, certains restent dans les centres faute d'accès à un emploi et un logement
- Les associations n'ont pas toutes les mêmes marges de manœuvre, et surtout la baisse de leurs moyens entraîne un manque d'effectifs
- La précarité engendre un mal être, des maladies nerveuses, dépressions, perte de repères dans la société. Un toit et une activité permettent de retrouver un équilibre.
- On ne peut pas tout attendre des institutions, il faut aussi se prendre en main, être acteur de son parcours.

PROPOSITIONS

Fiscalité

- Justice fiscale : solidarité des plus riches afin que les moins aisés s'en sortent
- Taxer les GAFA
- Lutter contre l'évasion fiscale
- Redistribuer les taxes au profit des associations, services hospitaliers, Pôle Emploi et ceux qui en ont besoin
- Imposer les entreprises sur leurs bénéfices
- Taxer plus les transactions financières en Europe
- Lutter contre la fraude fiscale, notamment au niveau des multinationales insuffisamment contrôlées
- Indexation des taux d'imposition selon les régimes : à uniformiser

Emploi (voir aussi points 4 et 5)

- Améliorer l'accès aux services publics : création d'activités
- Meilleures rémunérations pour ceux qui travaillent, baisser les charges et augmenter les salaires en conséquence pour les personnes les plus fragiles
- Aider au niveau des charges les PME qui sont les employeurs qui recrutent le plus
- Faciliter les heures supplémentaires (dont défiscalisation)
- Prendre en compte la pénibilité dans la détermination d'un salaire
- Meilleur accès à la prime d'activité
- Trouver des solutions au niveau des CAE à prolonger
- Accéder plus facilement à la formation afin de permettre aux personnes d'évoluer professionnellement
- Faciliter les autorisations de travail afin que les migrants puissent travailler
- Ne pas laisser fermer des entreprises.
- Agir plus sur l'accès à l'emploi et la création d'entreprise
- Favoriser les accords de branches

Alimentation

- Eviter le gaspillage alimentaire
- Dans les centres intérêt d'avoir des tickets qui permettraient d'acheter selon les souhaits des personnes hébergées - Aménager des cuisines au lieu de proposer des barquettes
- Mobiliser des partenariats alimentaires : banques alimentaires, collectes et dons
- Revoir la réglementation sur les dates de péremption, inutiles sur certains produits
- Dans les commerces, tout est cher : jouer sur les prix des produits en limite de consommation, plutôt que de devoir jeter les invendus
- Trop d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs, intérêt des circuits courts (réduction des intermédiaires)
- Mieux subventionner l'agriculture

Personnes à la rue et hébergement : Ne laisser personne dormir dehors et développer à cet effet l'offre quantitative et qualitative

- Recenser régulièrement les besoins (quanti et quali)
- Alerte sur les familles à la rue et les migrants
- Rendre l'hébergement pérenne. Trêve hivernal / CHU hivernal, et après ? Ne permet pas de se projeter. Ne pas fermer les centres hivernaux tant que des personnes restent sans solution. Aucune sortie « sèche »
- A minima, pas d'hébergement d'une durée inférieure à un an
- Augmenter le nombre de places d'hébergement à la hauteur des besoins (et affecter à cet effet, ainsi qu'à la construction de logements, les moyens consacrés aux hôtels)
- Intensifier la lutte contre les marchands de sommeil
- Améliorer la qualité et l'entretien des centres d'hébergement. Détérioration des conditions de vie dans certains CHU, notamment promiscuité
- Faire plus participer les personnes hébergées à la bonne marche des structures
- Améliorer l'accompagnement social (approfondi) et la formation des travailleurs sociaux
- Prévoir des centres d'hébergement plus petits (tailles humaines)
- Approcher et écouter ceux qui n'ont rien pour étudier leur projet (Ne plus limiter les moyens de l'accompagnement)
- Des structures adaptées aux vrais besoins spécifiques de chaque personne
- Redonner les moyens aux associations (restrictions budgétaires). L'Etat doit arrêter de faire des économies sur les besoins vitaux des personnes
- Lorsqu'une proposition d'hébergement ou de relogement est faite à une personne, que celle-ci puisse avoir le choix d'accepter ou de refuser sans qu'en cas de refus justifié, elle ne voit toutes ses aides suspendues
- Ne pas séparer une mère de son enfant parce qu'il a 18 ans (témoignages en séance)

2 - Comment améliorer le pouvoir d'achat et le « reste à vivre » des ménages les plus modestes ?

VERBATIM « Plus on est en difficultés financières, plus on est catalogué »

CONSTATS

Le premier point ressorti est le coût : le logement (loyer + charges) pèse trop lourd dans le budget des ménages, de surcroît avec la récente baisse des APL

Sur les autres postes :

- L'alimentation : trop cher de se nourrir
- Timbres fiscaux : coût élevé des démarches administratives
- Budget transports impossible à suivre : essence et transports en commun

PROPOSITIONS

Revoir l'indice du coût de la vie

Augmentations

- Augmenter les salaires, ce qui aurait l'intérêt de faire tourner l'économie (Reprendre le dialogue avec les partenaires sociaux)
- Augmenter le RSA et l'ouvrir aux jeunes
- Passer le SMIC à 1500 € ou réelles revalorisations régulières par rapport à l'inflation et non pour rattraper la hausse des prix
- Revaloriser régulièrement les aides au logement

Diminutions

- Logement : principalement baisse des loyers et des charges (voir point 3)
- Réduction, voire absence, de TVA sur les produits de première nécessité
- Avoir un système administratif plus souple pour les précaires : ex amendes insupportables pour les plus pauvres
- Réduire les charges ou taxes de ceux qui ont un salaire inférieur à 1500 €
- Baisser les impôts et réduire les taxes multiples

Minimum vital

- Mettre en place un revenu universel de 800 €/mois
- Pour certains 800 euros ne suffisent pas : il faudrait 1500 €
- A moduler en tenant compte des compositions familiales
- Le reste à vivre après avoir tout payé (dépenses courantes) doit être d'au moins 500 €, notamment pour épargner

3 - Comment rendre le logement plus accessible à tous ?

VERBATIM « Impossible de se projeter et de vivre dignement quand on n'a pas de logement »

CONSTATS Alerte générale sur l'insuffisance de logements très sociaux à coûts abordables

- Les communes préfèrent payer une amende plutôt que de construire des HLM
- Les logements sociaux sont mal répartis
- La Loi DALO n'est pas respectée et délais trop longs
- Demandes HLM : parcours complexes et délais trop longs
- Empilement des personnes prioritaires
- Problème de coordination dans la politique de logement
- Trop de logements insalubres ou vides

PROPOSITIONS

Appliquer la loi

- DALO-DAHO
- % communal logements sociaux et augmenter les pénalités
- ALUR et développement d'une politique d'encadrement des loyers

Offre

- Relancer la construction, notamment des logements très sociaux, mais aussi en travaillant sur les typologies en correspondance avec les besoins des compositions familiales
- Faciliter l'obtention des permis de construire
- Réquisition de logements vides

- Lutte contre l'insalubrité et initier une politique adaptée de réhabilitations (veille permanente)
- Réaliser une répartition nationale des logements en province en lien avec les bassins d'emploi et les transports
- Transformer des bureaux en logements

Gestion de la demande

- Faciliter et simplifier les démarches administratives
- Utiliser internet pour rendre visibles les logements disponibles et les mettre en correspondance avec les demandes

Cout du logement : actions prioritaires pour le rendre plus accessible

- Plutôt que de restreindre les aides, les revaloriser (APL notamment),
- Valoriser l'entretien du parc
- Diminuer le cout locatif en agissant sur :
 - Loyers et charges
 - Baisse également des fluides, des assurances...
 - Développement des aides pour les entrées dans les logements, notamment la caution
 - Agir sur la taxe foncière, afin que les propriétaires baissent les loyers

Faciliter l'accès à la propriété (crédits)

4 - Comment mieux favoriser l'accès à un emploi ?

VERBATIM « *J'ai soif de travail* »

CONSTATS

Première remontée générale sur le sujet des migrants sans-papiers et l'impossibilité d'accéder à un emploi (et un logement), mais aussi :

- Encore trop de discriminations à l'embauche (jugements sur l'apparence, le parcours...)
- Difficultés d'accéder à l'emploi pour les jeunes sans qualification, les personnes âgées, celles handicapées...
- Stages peu rémunérés trop souvent privilégiés
- Inadaptation de l'intervention de pôle emploi

PROPOSITIONS

Migrants (mais aussi pour tous les publics)

- Le plus tôt possible évaluer les parcours professionnels précédents et les compétences afin de valoriser des acquis professionnels et l'expérience
- Reconnaissance des diplômes étrangers et des équivalences
- Faciliter l'apprentissage du français
- Favoriser l'accès à l'enseignement (et agir sur les frais d'inscription)
- Créer des formations spécifiques notamment sur des métiers en tensions
- Spécifiquement migrants : autoriser le travail et réduire considérablement les délais d'instruction

Accès aux formations

- Faciliter la reconversion par la formation
- Privilégier cet accès tout au long des parcours
- Développer des formations à temps partiel pour pouvoir travailler simultanément

Recrutements

- Adapter les process : prendre à l'essai une personne avant de voir son CV (contrats accompagnés)
- Inciter les employeurs à une transparence maximale sur les conditions d'embauche (salaire, horaires, lieu de travail...)

Emplois (en complément point 1)

- Davantage de CDI ou de contrats durables pour faciliter l'accès au logement
- Relocaliser des emplois en France (Limiter les délocalisations et les compenser par la création d'emplois dans le pays)

- Faciliter la venue d'entreprises sur le territoire
- Baisser les charges sur les salaires pour embaucher
- Développer des emplois spécifiques pour les personnes âgées et handicapées
- Favoriser des dispositifs de gardes des enfants en adéquation avec l'insertion professionnelle de leurs parents

Partenariat avec les acteurs

- Les associations doivent plus travailler avec d'autres structures pour faciliter l'accès à l'emploi
- Mieux accompagner et faire le lien avec les entreprises qui embauchent
- Développer les moyens des professionnels tels que Pôle Emploi ou Cap Emploi, pour permettre un meilleur accompagnement
- Mieux diffuser, en dehors de Pôle Emploi, les offres

Autres points de vigilance

- Egalité des salaires hommes – femmes
- Accès à l'emploi des personnes handicapées, voire celles vieillissantes
- Développer l'emploi (avec le logement) en dehors de l'Ile-de-France
- Contrôle des emplois aidés (témoignages de personnes recrutées à temps partiel qui travaillent en réalité à temps plein. Donc veiller au respect des contrats et des heures travaillées)

5 - Comment mieux protéger les travailleurs(euses) précaires ? En complément point précédent

VERBATIM « Protéger les travailleurs c'est aussi les former pour leur permettre de progresser »

CONSTAT PRINCIPAL

Des personnes sans-papiers travaillent au noir. Tout le monde est au courant et laisse faire

PROPOSITIONS

- Renforcer l'interdiction du travail au noir
- Sanctionner les entreprises responsables de la précarité professionnelle, notamment lutte contre le travail au noir et l'abus des stagiaires
- Sécuriser le parcours professionnels : entre 2 CDD, proposer une formation avec maintien du salaire
- Fixer un minimum de 6 mois pour les CDD
- Mieux réglementer les contrats de travail (courtes durées, temps partiels)
- Limiter le recours aux emplois intérimaires
- Prendre en compte la pénibilité et la précarité dans la détermination d'un salaire
- Augmenter le nombre d'emplois de longue durée
- Adapter les temps de travail à l'âge des personnes, en tenant compte du vieillissement

6 - Comment améliorer l'accès à la santé ?

VERBATIM « La rue, c'est le béton, une matière qui traverse les os »

CONSTATS sur des questions de santé très importantes pour les personnes ; celles qui ont connu la rue souffrent de problèmes de santé mentale et/ou physique très lourds

- La gestion des files d'attente aux urgences pose problème
- Temps d'attente également trop longs pour consulter un spécialiste
- Comment se débrouiller quand tout doit être fait par Internet ?
- Mauvais remboursements de certains soins, on doit avancer, voire payer, les soins
- De plus en plus de médicaments ne sont plus remboursés
- Mutuelles inadaptées (chères...)
- Certains médecins ne reçoivent pas les patients ayant la CMU, alors que c'est une obligation
- Crainte que le niveau de soins moins bon quand on a la CMU
- Freins pour accéder à la CMU – AME (documents administratifs) et manque d'informations
- Certaines prestations payantes à l'hôpital
- Les demandeurs d'asile n'ont la CMU que pendant 1 an

PROPOSITIONS

Généraliser la démarche santé

- Généraliser dans les structures les bilans de santé, notamment prévoir un diagnostic santé à l'arrivée sur le territoire de tout migrant
- Favoriser la prévention et le dépistage : certaines consultations (dentaires...) obligatoires pour les enfants jusqu'à 14 ans (sinon amende), comme en Suède
- Prévoir l'accompagnement en retour d'hôpital
- Déclencher le soin même avant la prise en charge par la PASS puis régulariser le dossier
- Eduquer sur l'hygiène afin d'améliorer la santé

Les moyens des professionnels de santé

- Embaucher davantage de professionnels de santé, notamment dans les hôpitaux (redonner les moyens)
- D'une façon générale demande de moyens humains supplémentaires pour faciliter la prise des rendez-vous médicaux, pour les services d'urgence et pour réduire la durée d'intervention des équipes mobiles
- Réduire les temps d'attente pour les rendez-vous médicaux
- Former mieux et davantage de professionnels de santé
- Développement de centres de santé et de dispensaires pour rendre la médecine accessible
- Développer les centres médicaux pluridisciplinaires

Les remboursements et la couverture santé

- Rallonger la liste des médicaments remboursés à 100% pour les maladies chroniques ou longues maladies
- Étendre la CMU, voire gratuité complète des soins pour tous, avec accès aux soins sans condition administrative
- Mieux comprendre pourquoi les médecins refusent la CMU + Signalement des médecins récalcitrants (pénalité)
- Séparer le soin de son traitement administratif, (anonymiser)
- Simplification des demandes d'ouverture de droits, parfois les originaux des documents ne peuvent être fournis. A prendre en compte dans la constitution des dossiers (faciliter les démarches et raccourcir les délais)
- Développer l'information sur les types de droits (Sécurité sociale, CMU, AME) - Ouvrir les droits en informant mieux

7 - Comment mieux encourager la mobilité des plus modestes ?

VERBATIM « Les amendes dans les transports sont excessives au regard du prix du billet et appliquées systématiquement sans tenir compte de nos situations...double peine »

CONSTATS (nombreuses spécificités franciliennes)

- Complexité et difficulté quand on prend plusieurs type de transport pour un même trajet
- Une cartographie inégale
- Des tarifs trop élevés
- Durée des trajets en IdF
- Manque de transports après certaines heures (soirée WE) en inadéquation avec des horaires de travail souvent décalés
- Des horaires qui changent pendant les vacances scolaires
- Les demandeurs d'emploi ne bénéficient pas de l'aide employeur qui prend en charge 50% du titre de transport
- Restrictions incompréhensibles du dispositif Solidarité Transport (CRIdF)
- Existence d'une gratuité des transports pour certaines personnes (retraités...)
- Manque d'informations sur les transports
- Difficulté de reconnaître un permis de conduire étranger, de le passer en France et d'acquiescer un véhicule
- Coûts exorbitants permis de conduire, acquisition et utilisation d'un véhicule

SOLUTIONS

Mobilité

- Mettre en place des aides financières à la mobilité géographique par exemple pour accéder à un emploi
- Prendre en compte la spécificité de l'Île-de-France, avec de nombreux modes de transport et des durées de trajets importants. Le constat général est que les coûts des transports en commun sont élevés et tiennent une place trop importante dans le budget

Transports en commun Besoin unanimement exprimé de plus de transports à l'extérieur de la capitale, la mobilité devient bien plus compliquée quand on réside en banlieue

- Coût, plusieurs pistes :
 - Gratuité des transports en commun pour tous en IDF indépendamment de l'AME ou de la CMU
 - Etude d'un ticket unique permettant d'enchaîner bus, métro, tram ...
 - Ne pourrait-on pas envisager un prix modulable du Pass Navigo en fonction de la date d'achat dans le mois ? Plus de flexibilité sur les dates/jours de début et fin des forfaits (pas que du lundi au lundi)
 - La question des transports en commun devrait être liée à celle de la pollution. Proposition d'un ticket gratuit pour tous les transports à la journée en cas de pollution ; ce titre serait financé par une taxe sur les voitures circulant durant ces pics de pollution.
 - Taxe sur les véhicules qui circulent en ville, pour payer les transports en commun
 - Le salarié bénéficie d'une prise en charge par l'employeur à hauteur de 50% de son titre de transport. envisager une extension de ce mode de cofinancement à d'autres publics (personne en recherche d'emploi par exemple)
 - Les titres de transport pourraient être remboursés à 100% par les employeurs
 - Supprimer le délai d'un an pour obtenir la réduction des frais de transport (AME)
 - Les personnes RQTH ou ayant un enfant handicapé doivent pouvoir avoir des aides spécifiques pour les transports
 - Les centres devraient remettre à disposition des carnets de tickets transport comme avant ; cela doit être rétabli dans le financement des associations
- Maintenir des horaires fixes tous les jours
- Lorsqu'on doit travailler en horaires décalés, le WE ou en période de vacances, les horaires des transports peuvent ne pas être adaptés aux actifs non motorisés ; si pas d'horaires fixes, il faudrait que les services publics pallient aux besoins de déplacements en dehors des heures de service par des navettes par exemple
- Meilleur accueil – informations dans les transports (avec effort pour personnes étrangères)
- Améliorer accessibilité : personnes handicapées, âgées, familles avec enfant(s) en bas âge
- Régler les dysfonctionnements récurrents de certaines lignes
- Avoir une meilleure information dans les gares et les stations, mais aussi via une application sur son téléphone
- Pour une amnistie sociale pour les PV ou remboursement pris en compte dans le financement des structures, après étude des situations et des circonstances

Voitures

- Faire passer le permis de conduire en fin de cursus scolaire
- Le passage du permis coûte cher. Négocier des accords sociaux pour faire baisser les prix dans les auto-écoles
- Adapter les prix du permis de conduite aux revenus
- Pouvoir utiliser son permis obtenu à l'étranger dans le temps d'attente d'une régularisation
- Faciliter la reconnaissance du permis obtenu à l'étranger
- Moins de taxes sur les carburants

Vélos

- Systématiser les locaux vélos dans les structures
- Bourses vélos gratuits
- Améliorer la sécurité sur les pistes cyclables

8 - Comment assurer aux migrants un traitement digne et respectueux de leurs droits sur le sol national ?

VERBATIM «*On n'est pas en France pour être aidés, on est là pour travailler* »

CONSTATS

- Rappel des situations de danger dans les pays d'origine. A l'arrivée manque de considération et de respect, pas de voix, pas d'écoute et pourtant France = pays des droits de l'homme, fier de ses valeurs républicaines. Elle doit valoriser l'immigration au lieu de la condamner et assumer son passé colonial. Plafond de verre entre les sans-papiers et les autres. La migration n'est pas une démarche consumériste
- Certains pays, notamment Africains, ont un lien historique et culturel avec la France qui a une responsabilité. « *Ici on n'a aucun droit, alors qu'un Européen qui se rend en côte d'Ivoire en bénéficie, il est respecté* ». Demande de réciprocité des droits et des conditions d'accueil

- Donc attente fortes sur le sujet des papiers : nouveaux migrants exclus (exils économiques, climatiques, Dublinés... Respecter principe de la libre circulation) + question des régularisations pour les « Ni-Ni » hébergés de longue date et bloqués dans les structures
- Les délais OFPRA et préfectures sont trop longs (avec conditions matérielles d'attentes devant les bureaux indignes)
- L'accès à un avocat est un marché, certains en profitent et sans obligation de résultat
- Les coûts à payer à la Préfecture sont énormes
- OQTF : décisions brutales qui ne tiennent pas compte de l'intégration de la personne (enfants français, travail en France...)
- Faciliter le travail des migrants allègerait la charge de l'Etat

PROPOSITIONS

S'inspirer de l'exemple Allemand

- La France doit revoir son programme d'accueil des migrants en prenant exemple sur l'Allemagne qui vise l'intégration dès l'arrivée : soutien dans les démarches, cours de français, valorisation des compétences. Un accompagnement social pour les démarches le plus en amont possible
- Solidarité nationale en répartissant les structures d'accueil sur tout le territoire
- + Solidarité Européenne :
 - Dénoncer et mettre fin au dispositif Dublin
 - A l'arrivée en Europe inscrire la personne dans une solidarité entre les pays membres qui permette un accueil dans celui souhaité en prenant en compte les atouts d'intégration (langue, compétences professionnelles, réseaux amical et familial)
 - Réciprocité des droits entre les pays sur l'accès au territoire et l'obtention de visas

Régularisations

- Meilleur soutien dans les démarches
- Décliner une politique d'accès à une situation administrative complète (nouveaux arrivants et « Ni-Ni ») en accélérant les délais de traitement administratif
- Accorder le même statut, le même droit à la régularisation administrative pour tous les membres d'une même famille
- Autoriser le travail indépendamment de la régularisation
- Prendre en compte la durée de séjour antérieure (dans l'obtention de titres de séjour)-
- Inscrire dans la loi, des « invariants » pour les régularisations : par exemple, au bout de X années dans le pays la régularisation est automatique, de même si parents d'enfants français...
- Supprimer les centres de rétention

Intégration et accompagnement

- Héberger tout le monde. Ne laisser personne à la rue
- Créer des structures sur le lieu d'arrivée des migrants et pas seulement en Région Parisienne en veillant à la qualité des hébergements + renforcement de l'accompagnement avec effort sur la formation des TS (dont droit des étrangers)
- Financement de l'apprentissage de la langue dès l'arrivée
- Evaluer à l'arrivée les besoins fondamentaux (notamment santé) et les compétences
- Reconnaissance des diplômes (+ permis conduire) et équivalences
- Mobiliser les secteurs professionnels en tensions (Permettre aux migrants d'avoir accès à des formations ou des offres professionnelles dès leur arrivée)
- Donc ouvrir vite un droit à l'emploi et au logement rapidement après l'arrivée, en lien avec une politique d'accueil et de régularisation
- La scolarisation des enfants doit être automatique

Citoyenneté

- Aider les migrants à faire du bénévolat pour être utiles
- Droit de vote pour tous

Et surtout lutter contre les tentatives d'opposition des précarités, en combattant notamment les idées reçues. Changer le regard porté sur les migrants, notamment en sensibilisant les jeunes

9 - Comment faciliter l'accès aux droits et réduire le non-recours aux prestations sociales et aux services publics ?

VERBATIM « *L'accès aux droits est complexe, on n'est pas toujours assez accompagné* »

CONSTATS

- Le développement des services par internet entraine une exclusion d'une partie de la population, comme les personnes âgées
- Manque de personnels dans les services publics (accueil par exemple)
- Les salariés sont « dépassés »
- De plus en plus d'automatisations
- La logique de rentabilité prédomine
- Certaines situations sont « sans solution »
- Difficulté pour avoir un interlocuteur au téléphone

PROPOSITIONS

Services publics

- Mieux former les agents

- Stopper la fermeture des services publics
- Simplifier les démarches
- Regrouper certains organismes : logique du guichet unique
- Centraliser les fichiers
- Automatiser la reconduite de certains droits
- Augmenter le personnel d'accueil
- Mobiliser des aidants pour les personnes en baisse ou manque d'autonomie, nouveaux métiers
- Mieux informer et accompagner sur les droits et les délais via une plateforme d'informations
- Plus d'accompagnement physique, plus d'interprète pour mieux expliquer et informer sur les droits et les prestations
- Au lieu de contrôler, mobiliser des moyens pour informer tous ceux qui n'ont pas ouvert leurs droits. Faire de l'éducatif plutôt que du répressif
- Prioriser l'accès aux droits aux familles avec enfants

Associations Renforcer les compétences des référents sociaux en charge de l'accompagnement, via la formation initiale et continue

Lutte contre la fracture numérique

- Faciliter l'accès aux outils (ordinateurs et nouveaux moyens de communication), développer ceux-ci dans certains services publics
- Accompagner et former les personnes sur l'accès et la pratique numérique

10 - Quelles initiatives permettraient selon vous d'associer transition écologique et progrès social ?

VERBATIM « On ne fait souvent que réagir après la survenue des problèmes, alors qu'il faudrait s'impliquer dans la prévention »

CONSTATS

- Beaucoup trop de trafic à Paris
- Pas assez de prévention sur les questions de pollution (on ne fait que subir les catastrophes)
- Réduction des déchets et tri

PROPOSITIONS

Transports

- Favoriser les transports décarbonés
- Limiter les voyages en avion (privilégier le train, le covoiturage...)
- Rétablir la taxe carbone (en fonction du prix du baril)

Logement

- Peindre les toits en blanc
- Mettre en place un quota d'équipements photovoltaïques dans les nouvelles constructions
- Lutter contre la précarité énergétique

Consommation

- Fabriquer utile, local et au juste prix.
- Acheter des fruits et légumes de saison
- Mieux consommer pour éviter le gaspillage
- Assurer un apprentissage du recyclage dans nos centres
- Mieux contrôler les biens de consommation, par exemple, les bouteilles en plastiques
- Réduire les emballages, acheter en vrac
- Revenir à la consigne pour les bouteilles en verre
- Développer les circuits d'approvisionnement courts, les entreprises locales, connaître les acteurs de son quartier

Agriculture

- Aider les agriculteurs à aller vers des cultures raisonnées
- Développer des jardins partagés, des fermes pédagogiques
- Interdire l'importation des fruits et légumes produits en France

Nouveaux développements

- L'écologie ouvre de nouvelles perspectives au plan des activités : développer les nouveaux métiers et les formations dans ce secteur...expliquer et vulgariser sur ces questions par la culture et l'éducation, y compris dans nos structures

11 - Avez-vous d'autres sujets et priorités que vous souhaitez faire remonter dans le cadre du débat national ?

SOCIETE

- Améliorer la question de la représentativité en prenant en compte le vote blanc
- Vote des étrangers
- Défendre la pluralité et la diversité de l'information et des médias en luttant contre la concentration de ceux-ci

ACCES A LA CULTURE ET AUX ACTIVITES DANS LES STRUCTURES

CONSTATS

- Inégalité dans l'accès à la culture
- Pas de programme jeunesse de qualité à la télévision / Absence de médias éducatifs
- Trop peu de pratiques sportives
- Accès difficile à la pratique musicale – cours de musique trop chers
- Le loisir est parfois seulement un « lot de consolation » pour les personnes qui n'ont pas accès au travail

SOLUTIONS

- Créer un « pass culture » (comme celui pour les jeunes)
- Laisser les bibliothèques ouvertes plus souvent : dimanche, soirée...
- Mettre le WIFI dans les centres d'hébergement
- S'engager dans des prêts d'équipements musicaux (partenariats avec les conservatoires)
- Plus d'ateliers et de lieux de loisirs
- Développer la compatibilité des logiciels libres
- Faire la promotion du sport, en rendant la pratique plus abordable pour tous
- Intérêts des ateliers d'écriture. Un lien est fait avec les CVS qui sont, comme cette journée, des lieux d'expression ouverts à toutes les personnes hébergées où peuvent s'étudier la mise en place de tels ateliers

ASSOCIATIONS

- Mieux informer les personnes accueillies sur nos métiers dans les structures
- Evaluer les professionnels et renforcer leurs compétences
- Aider davantage sur la question de l'insertion professionnelle

QUELLES SUITES A CETTE JOURNEE ?

- **Remontée des constats et propositions des personnes accueillies par EMMAUS Solidarité**
 - A la Fédération des Acteurs de la Solidarité
 - Aux organisateurs du Grand Débat National
- **Journée du CESE du 11 mars (et désignation de 8 représentants EMMAUS Solidarité)**
- **Mobilisation des CVS ou autres forme d'expression**
- **Attente des participants pour des rencontres régulières**
- **Association des personnes à l'élaboration des prochaines orientations stratégiques d'EMMAUS Solidarité**